

**LES FONDEMENTS DE LA
TRANSFORMATION
SOCIO-ECONOMIQUE DE
L'AFRIQUE AU COURS DES
ANNEES 90 : LE PROGRAMME
DE DEVELOPPEMENT**

*Discours d'ouverture de
M. Adebayo Adedeji,
Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique,*

*à la vingt-sixième session de la Commission/
dix-septième réunion de la Conférence des ministres,
tenue au siège de la Commission*

Addis-Abeba, 9 - 13 mai 1991



I. INTRODUCTION

Comme de coutume, c'est pour moi un grand honneur et un privilège de participer à l'ouverture solennelle de cette vingt-sixième session de la Commission économique pour l'Afrique et dix-septième réunion de sa Conférence des ministres. Depuis le 18 avril, une série de réunions a été tenue avec succès pour préparer la présente Conférence des ministres qui vient d'être officiellement déclarée ouverte.

Ces réunions étaient les suivantes : i) la réunion du Groupe d'experts intergouvernemental chargé de l'examen et de l'évaluation finals du PANUREDA; ii) le Comité de mobilisation des ressources pour la deuxième Décennie des Nations Unies des transports et des communications en Afrique; iii) le Comité technique régional du PADIS; iv) la douzième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement; v) la douzième réunion de la Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA; vi) la réunion du Comité de coordination interinstitutions de la deuxième Décennie des transports et des communications en Afrique; vii) du 29 avril au 7 mai, la douzième réunion du Comité technique préparatoire plénier; et viii) la réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification, tenue pour adopter le premier ensemble de projets à exécuter dans le cadre de la deuxième Décennie. Cette réunion, qui a eu lieu les 7 et 8 mai et a été précédée d'une réunion préparatoire d'experts, constituait le suivi de la Conférence d'Abuja tenue en février de cette année.

Je m'en voudrais de ne pas mentionner que les réunions des organes de chacun des cinq MULPOC ont eu lieu en mars et avril, aussi bien au niveau des experts qu'au niveau ministériel, dans les différentes sous-régions.

Chacune de ces réunions portait sur des aspects spécifiques du développement de notre continent mais aussi, collectivement et avec les réunions ministérielles sectorielles et les réunions des MULPOC, elles constituent la base de la présentation intégrée et coordonnée, à la session annuelle de la Commission, des grandes questions qui se posent dans le domaine du développement économique et social. Elles constituent aussi la base de l'élaboration du programme de travail biennal et des priorités pour 1992-1993.

Si toutes nos réunions tenues au cours de ces trois dernières semaines ont été couronnées de succès, c'est grâce à l'atmosphère chaleureuse créée par le gouvernement du pays hôte, la République démocratique populaire d'Éthiopie. Pour ces raisons et pour l'appui que le gouvernement du pays hôte n'a cessé d'apporter au secrétariat de la CEA, je tiens à exprimer, par votre intermédiaire, en mon nom personnel et au nom de mes collègues, notre plus sincère gratitude à Son Excellence le Camarade Mengistu Haile Mariam, Secrétaire général du Comité central du Parti des travailleurs d'Éthiopie, Commandant en chef des forces armées révolutionnaires et Président de la République démocratique et populaire d'Éthiopie.

Dans tout ce que nous faisons dans la vie, vie privée ou vie professionnelle, le temps et le choix du moment sont d'une importance capitale. Ces facteurs jouent un rôle crucial dans le résultat final et l'évaluation de nos réalisations et de notre sens du jugement. Il y a un temps pour travailler et un temps pour se détendre. Il y a un temps pour demeurer et un temps pour partir. En ce qui me concerne, pour ce qui est de mes responsabilités actuelles à l'Organisation des Nations Unies en général et à la CEA en particulier, le temps de partir est finalement venu. C'est pourquoi j'ai démissionné de mes fonctions en janvier et le distingué Secrétaire général de l'ONU a été assez aimable pour accepter ma démission. C'est donc la dernière fois que j'ai le privilège de prendre la parole devant cette auguste assemblée en temps que chef de secrétariat de la Commission et votre humble serviteur.

II. LES DECEPTIONS DES ANNEES 80

La décennie des années 80 - la décennie perdue de l'Afrique - est remarquable pour ses nombreux paradoxes. Au cours de cette décennie l'Afrique a élaboré ses propres stratégies et programmes de développement et pourtant, la plupart de ses gouvernements n'ont appliqué ces stratégies et cadres directeurs élaborés de l'extérieur à l'intention de l'Afrique que pour avoir accès aux toutes-puissantes devises étrangères. Tout au long de cette décennie, l'Afrique n'a cessé de s'efforcer sans relâche de porter son problème économique à l'attention du monde entier et pourtant, elle s'est trouvée à la fin de la décennie plus marginalisée que jamais. Davantage de ressources ont été consacrées à des conflits armés, à des guerres civiles et à des troubles intérieurs qu'à l'éducation et à la santé. Enfin, au cours de cette décennie, chacun des membres de la communauté internationale a

convenu que l'Afrique avait besoin de transferts massifs de ressources venant de l'extérieur pour faire face à sa crise et préparer un revirement économique. Pourtant, pendant toute cette période, l'Afrique est devenue de plus en plus une source nette de ressources et la victime constante de l'inversion du flux de ressources.

Pour que les années 90 ne soient pas jalonnées par de tels paradoxes et que nous ne courrions pas le risque de perdre une autre décennie, je saisis l'occasion historique que m'offre la dernière allocution que je prononce devant vous en tant que Secrétaire exécutif pour revenir une fois encore à la question du programme des politiques de développement de l'Afrique durant les années 90. Vous vous rappellerez que durant le trentième anniversaire de la CEA qui a eu lieu à Niamey (République du Niger) et qui coïncidait avec la tenue de la vingt-troisième session de la Commission, le titre de mon discours était : Le redressement de l'Afrique dans une économie internationale incertaine et instable. En 1989, à votre vingt-quatrième session tenue ici même à Addis-Abeba, j'avais choisi comme thème de mon intervention : Préparer l'Afrique pour les années 90. Et l'année dernière, à votre vingt-cinquième session à Tripoli, j'ai parlé de l'Afrique dans les années 90 : En avant pour la transformation de l'économie africaine. A vrai dire, le fait que le thème de votre Conférence, aussi bien l'année dernière que cette année, soit l'Afrique dans les années 90 : face aux défis, est la preuve qu'il y a un consensus parmi nous tous sur le fait que la présente décennie est celle de notre destin. Comme je l'ai dit à Tripoli l'année dernière :

"C'est la décennie qui, plus que toutes les précédentes, pose des défis à l'Afrique, ses dirigeants, ses gouvernements et ses populations. Car c'est la décennie au cours de laquelle nous devons répondre à quelques questions essentielles et fondamentales : quel sera le sort de nos populations durant la décennie? Sera-t-elle la décennie d'une paupérisation accrue ou celle du renversement de la tendance au déclin de la décennie écoulée, ou bien y aura-t-il un passage de l'état de désespoir à un optimisme croissant et à un renouveau socio-économique endogène? Réussirons-nous durant cette décennie à abandonner les programmes et politiques qui ont marginalisé nos populations et fait entrer une partie croissante de nos populations dans les groupes vulnérables? Poursuivrons-nous au contraire vigoureusement une stratégie et des programmes de développement donnant la place centrale à l'homme, les gouvernements s'effaçant devant leurs populations, en créant l'environnement propice à l'initiative et à l'entreprise et où ce sont les populations qui sont aux commandes?"

"Quelle sera la position de l'Afrique dans l'économie mondiale durant les dix prochaines années? L'Afrique commencera-t-elle à regagner le terrain perdu dans l'économie internationale par rapport aux autres régions et à jeter les bases qui lui permettront d'être un partenaire véritable plutôt qu'un éternel dépendant dans l'économie mondiale? Quelle sera notre réaction au phénomène du régionalisme croissant qui caractérisera les années 90 avec la Zone de libre échange d'Amérique du Nord, l'Europe de 1992, la Zone du Pacifique etc.? En réponse, allons-nous redynamiser nos groupements économiques régionaux tels que la ZEP pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, la CEDEAO pour l'Afrique de l'Ouest, la CEEAC pour l'Afrique centrale et l'UMA pour les pays du Maghreb? Quels progrès aurons-nous réalisés dans l'exécution de l'Acte final de Lagos qui préconise la création de la Communauté économique africaine à l'horizon 2000?"

Nous en sommes presque maintenant à la fin de la première moitié de la deuxième année de la décennie. Malheureusement tous les maux socio-économiques et politiques qui nous accablaient tant dans les années 80 et qui ont contribué à nous faire perdre cette décennie sont toujours là - désintégration des installations de production et des infrastructures; sécheresses cycliques et dégradation de l'environnement, et vulnérabilité aux catastrophes naturelles; menace persistante de la famine sur actuellement plus de 15 à 25 millions de personnes en Afrique; et persistance et extension des guerres civiles et des luttes intestines dans de nombreux pays africains -; durant les années 80 les pays les plus gravement touchés étaient l'Angola, le Tchad, l'Ethiopie, le Mozambique et le Soudan. Depuis le début de la présente décennie, au lieu de se raccourcir, la liste des pays s'est allongée avec le Libéria, le Rwanda et la Somalie.

Nous ne devons pas oublier que le problème des produits de base n'est toujours pas résolu et le poids écrasant de la dette pèse de plus en plus sur nos économies et entrave sérieusement notre capacité à nous engager dans un processus de développement durable en dépit des initiatives récentes prises par certains pays créanciers pour annuler certaines dettes au titre de l'APD - ce sont là des actes de générosité pour lesquels nous sommes très reconnaissants mais qui n'ont entraîné que l'annulation de 5% de la dette totale de l'Afrique. Qui plus est, les avantages que ces annulations auraient pu apporter se sont évaporés rapidement devant une réduction plus importante des recettes d'exportation des produits de base à la suite de l'effondrement du marché des produits de base et la chute dramatique des cours. Ainsi, les pays débiteurs gagnent quelque chose d'une annulation de la dette, mais

ils perdent beaucoup plus du fait des chutes constantes et considérables des cours des produits de base.

En conséquence, le tableau brossé dans le Rapport économique sur l'Afrique pour 1990 et 1991 montre que les économies africaines ne sont pas encore sorties du marasme et qu'elles n'ont pas encore acquis la capacité de réaliser une croissance autonome et durable. Dans ces conditions, nous sommes dans l'obligation de revenir encore et encore à la question de notre programme politique de développement dans les années 90 pour nous assurer que nous ne répétons pas les erreurs des années 80.

III. EVENEMENTS POSITIFS NAISSANTS

Sur le plan positif, quelques éléments encourageants se dégagent. Et compte tenu de notre fort penchant pour un modèle de développement axé sur l'homme - le pilier sur lequel est bâti le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurels en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CAR-PAS) - ces éléments peuvent très bien influencer positivement sur nos perspectives de développement dans les années 90 s'ils sont convenablement exploités.

Le premier et le plus important de ces développements positifs est le vent de démocratie et de participation populaire qui souffle actuellement sur notre continent. Dans certains endroits, il est devenu une force irrésistible. Il ne fait aucun doute que tôt ou tard l'ensemble du continent sera touché et alors nous pourrons annoncer la naissance d'une Afrique nouvelle dans laquelle la démocratie, la responsabilité de l'autorité publique, le pouvoir politique et économique du peuple ainsi que l'équité et la justice prévaudront. Comme je l'ai dit à maintes reprises :

"L'Afrique a besoin d'une transformation et de changements radicaux, et pas simplement d'ajustement. Le changement et la transformation requis ne sont pas seulement étroits, strictement économiques et mécanistes. Il s'agit de profonds changements qui donneront le jour, avec le temps, à l'Afrique nouvelle de notre vision, où il y a développement et justice sociale, et pas seulement la croissance, où il y a place pour la démocratie et la responsabilité, et non pas le despotisme, l'autoritarisme et la kleptocratie; et où gouvernés et gouvernants oeuvrer-

ont la main dans la main pour promouvoir l'intérêt commun et où prévaudra la volonté du peuple au lieu des désirs d'une seule personne ou d'un groupe de personnes, aussi puissantes soient-elles".

C'était à la fin de la Conférence internationale d'Arusha de février 1990 sur la participation populaire parrainée par la CEA, lors de laquelle la Charte africaine a été adoptée, que nous avons indiqué avec insistance que le moment était venu pour les peuples africains de passer au premier plan, de se débarrasser de leur léthargie, de se défaire du syndrome de la dépendance et d'occuper le siège du conducteur du véhicule afin d'opérer la transformation sociale, politique et économique des pays et du continent. La réaction suscitée par cet appel au changement a été des plus encourageantes et augure bien de l'avenir. Nous y voyons un prodigieux présage du commencement de la deuxième libération de l'Afrique.

Le deuxième fait nouveau positif est la tendance croissante à résolument s'attaquer au problème des luttes intestines et des guerres civiles en Afrique. En Angola et au Mozambique, au Rwanda et au Libéria, et en Éthiopie, au Soudan et en Somalie, des hommes et des femmes de bonne volonté des deux parties aux conflits qui sévissent dans ces pays recherchent des solutions pacifiques. Ces efforts doivent être encouragés et soutenus, car la démocratie, le développement et la transformation ne sauraient être florissants dans des sociétés et des pays qui sont en proie à des luttes ou sont dans un état de guerre perpétuel.

Le troisième signe positif est le dialogue en cours en République sud-africaine en vue de démanteler l'apartheid et de mettre en place un système de gouvernement véritablement démocratique. Bien que les progrès aient été lents et qu'ils soient continuellement entachés par des luttes intestines au sein de la population noire majoritaire, luttes éventuellement soutenues et encouragées, sinon favorisées en fait provoquées par des éléments extrémistes de la population blanche, nous avons bon espoir que le processus amorcé l'an dernier est irréversible et que, tôt ou tard, une République sud-africaine à gouvernement majoritaire et authentiquement démocratique émergera pour reprendre sa place à la CEA et occuper son siège à l'OUA. J'ai utilisé l'expression "reprendre sa place à la CEA" à propos, car on a oublié que l'Afrique du Sud était l'un des neuf États membres fondateurs de la CEA en 1958. En raison de sa politique d'apartheid, elle a été suspendue en 1963 par le Conseil économique et social sur la recommandation de la Commission. L'intégration de la République sud-africaine dans l'économie

régionale de l'Afrique aura des effets positifs considérables et représentera des défis immenses non seulement en Afrique australe mais aussi dans le continent tout entier.

La quatrième évolution positive constatée depuis le début de la nouvelle décennie est que les négociations du traité portant création de la Communauté économique africaine ont été menées à bien et qu'au prochain Sommet de l'OUA à Abuja (Nigéria) du 3 au 5 juin 1991, nos chefs d'Etat et de gouvernement signeront ledit traité. Certes, il est clair que la signature du traité n'est pas une fin en soi et le chemin menant à la réalisation complète de toutes les phases de la création de la communauté sera long et ardu, toutefois les progrès accomplis jusqu'ici sont mémorables et incitent à l'optimisme.

IV. LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE POUR LES ANNEES 90 : UN PROGRAMME D'ACTION EN NEUF POINTS

Que faudrait-il à la lumière de ces événements récents - dont certains sont positifs et d'autres négatifs - inclure dans notre programme de développement pour les années 90 ? C'est là une question qu'il est plus facile de poser que d'y répondre, mais que nous ne pouvons nous permettre d'éluider. Permettez-moi cependant de commencer en y répondant par la négative. C'est-à-dire en définissant le point qu'il ne faudrait pas inclure dans le programme.

a) Réaffirmation, concrétisation et application des plans régionaux existants

Comme le monde entier le sait, l'Afrique a consacré les années 80 à élaborer des stratégies et des cadres de politique régionaux pour faire face aux défis auxquels elle était confrontée. Ces stratégies et cadres sont, entre autres, la Stratégie de Monrovia (1979), le Plan d'action de Lagos et l'Acte final de Lagos (1980), le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1985), le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (PANUREDA) (1986), le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS) (1989) et la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation (1990). En outre, les stratégies et

cadres de politique africains sont renforcés par des instruments internationaux tels que la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance dans les pays en développement, la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement et la Déclaration de Paris et Programme d'action en faveur des pays les moins avancés.

Par conséquent, l'Afrique ne manque ni de stratégies ni de cadres de politique et n'a pas besoin de consacrer son énergie et ses ressources à l'élaboration de nouvelles stratégies ou de nouveaux cadres de politique dans les années 90. Ce qu'elle doit faire à présent, ce qu'elle doit sincèrement et obstinément faire, c'est de s'en tenir à ces stratégies et cadres, les suivre fidèlement et les traduire en programmes opérationnels aux niveaux national, sous-régional et régional, et entreprendre diligemment leur mise en oeuvre. Nous devons résister à la tentation, quelque forte qu'elle soit, d'élaborer une autre stratégie ou un autre programme régional. A cet égard, je suis heureux de constater que le Projet de mémorandum de la Conférence des ministres de la CEA au Comité *ad hoc* plénier de l'Assemblée générale chargé de l'examen et de l'évaluation finals du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 rejette en termes explicites une telle option. Il y est dit sans équivoque:

"... compte tenu du climat politique et économique mondial, il ne faut pas s'attendre à ce qu'une réplique du PANUREDA, quelle qu'en soit la forme modifiée, apporte des résultats différents de ceux du programme précédent. Elle risquerait en fait d'aggraver la marginalisation de l'Afrique en en isolant les principales préoccupations des problèmes mondiaux actuels pour en faire des problèmes particuliers. C'est donc une erreur politique que de mettre l'Afrique "au frigo" en faisant intervenir un nouveau programme en forme d'appel dont chacun saurait qu'il ne donnerait aucun résultat."

Un tel rejet nous conduirait au tout premier point à inscrire à notre programme de développement pour les années 90. C'est là pour nous réaffirmer la pertinence et la validité constantes des programmes de base continentaux, tout en étant déterminés à les rendre opérationnels et à poursuivre les stratégies, objectifs et priorités fondamentaux qui y sont définis dans nos efforts pour réaliser le redressement et la transformation socio-économiques. Ils pourraient certes nécessiter une légère mise au point de temps à autre, en particulier les plus importants tels que le PAL et le FAL, le CARPAS et la Charte de

la participation populaire, nous sommes néanmoins tous convenus qu'ils fournissent la clé de la solution à notre problème de développement à long terme. Le corollaire de tout ceci est l'acceptation du principe fondamental selon lequel la réalisation d'un développement auto-entretenu qui soit axé sur l'homme et qui vise à assurer l'intégration des économies africaines, nécessite l'adoption de plans à long et moyen termes ainsi que des étapes techniques et logiques bien définies dans le plan à long terme. Un tel plan doit se fonder sur une volonté politique résolue et légitime, un processus rationnel et méthodologique ainsi que sur des moyens d'intervention économique appropriés et axés sur le développement, aux niveaux national, sous-régional et régional.

b) *Nécessité d'adopter des moyens d'action appropriés*

La deuxième question qui doit avoir une place prépondérante dans notre programme de développement est la nécessité impérative de faire en sorte que nos moyens d'intervention soient appropriés. J'ai développé ce sujet assez longuement l'année dernière. Tous les instruments de politique y compris les mesures d'ajustement doivent être voués à la réalisation de l'objectif du développement et de la transformation à long terme. A cet égard, les études que nous avons faites pendant deux ans de trois instruments de politique spécifiques et dont les avant-projets vous ont été soumis l'année dernière, est maintenant achevée et sera bientôt publiée. Les trois instruments de politique sont les suivants : systèmes de taux de change multiples, politiques de taux d'intérêt différentiels et contrôle sélectif du crédit et politiques de subvention des prix en vue de l'autosuffisance alimentaire en Afrique. La version finale de cette étude a été améliorée grâce aux consultations exhaustives avec des experts et diverses institutions aux niveaux régional et international. Ainsi que je l'ai indiqué dans l'avant-propos de cette étude, ces trois instruments de politique :

"ont une influence directe sur tous les domaines de l'activité économique, notamment le niveau et la structure de la production, les résultats en matière d'exportation, l'ampleur et la structure des importations, les niveaux et les modes de consommation, la dette extérieure, la balance des paiements et les flux de ressources. Ainsi, l'application de ces instruments de politique détermine, dans une grande mesure, l'orientation et le contenu de l'ajustement et de la transformation".

c) *Développement de la capacité interne à faire face à des chocs extérieurs*

La troisième question inscrite à notre programme est le développement de la capacité et des aptitudes internes afin d'être en mesure de faire face aux changements et aux chocs extérieurs. Dans ce monde sans cesse en mutation, dans lequel nous vivons, les changements négatifs et positifs abondent, sur les plans tant interne qu'externe, et seuls les pays dont les structures intérieures et les relations extérieures sont adaptables aux situations changeantes et aux nouvelles idées peuvent nourrir l'espoir de tirer pleinement profit des nouvelles possibilités dans le domaine du commerce ou des finances, et ce aux plans national, sous-régional ou international. La menace que représente par exemple la sécheresse pour l'agriculture africaine est un thème qui revient souvent depuis le début des années 80. L'effondrement des cours des produits de base s'est traduit par des pertes considérables au niveau des recettes publiques, de l'investissement et de la consommation. De graves difficultés liées aux devises ont influé négativement sur la capacité productive des pays africains, et sur leur aptitude à générer des revenus additionnels. Les effets conjugués de la baisse des recettes d'exportation, de la réduction des apports de capitaux extérieurs et de l'accroissement des obligations au titre du service de la dette ont gravement limité la capacité de nombreux pays africains de promouvoir le redressement économique et encore plus leur aptitude à appliquer une stratégie de développement à long terme. Le recul continu des frontières technologiques et l'obsolescence rapide sont tels que la dépendance à l'égard des produits primaires est devenue une stratégie de développement non viable, et les pays qui sont presque entièrement tributaires de leurs matières premières abondantes et des structures de production et d'échanges qui en découlent, se trouveront de plus en plus dans une situation désavantageuse et à la traîne dans la course vers le développement. A ceci s'ajoutent les effets et l'incidence inopportuns de la récente crise du Golfe persique sur l'Afrique.

En tant que peuple, nous devons pouvoir nous protéger des éléments négatifs de l'économie mondiale et accroître notre capacité de réagir adéquatement et efficacement aux chocs exogènes salutaires. Il est plus que jamais évident que le rythme du redressement et de la transformation économiques dans les pays africains dépendra de l'aptitude des gouvernements africains à éliminer les rigidités des économies africaines et de la manière dont ils maîtrisent la stratégie de gestion de leurs économies intérieures ainsi que leurs relations

économiques - monétaire, commerciale et financière - avec le reste du monde.

d) *Etablissement d'un parfait équilibre entre les priorités et l'allocation de ressources*

Le quatrième point figurant à notre programme porte sur la manière d'établir un parfait équilibre entre les objectifs et priorités que nous avons définis et l'allocation et l'utilisation de nos propres ressources. En effet, le plus grand défi qui se pose à nous dans les années à venir est de savoir comment assurer l'utilisation la plus rationnelle des ressources disponibles - facteur dont dépend la gestion efficace de nos économies. Il est de notoriété publique que dans de nombreux pays africains, les ressources - qu'elles soient financières, physiques ou humaines - sont loin d'être utilisées de manière productive; que des fuites considérables existent et se perpétuent; et que les allocations de ressources ne sont pas conformes aux objectifs et priorités définis ou ne les reflètent pas toujours.

e) *Mise en place d'une politique et d'une stratégie globales de mise en valeur des ressources humaines*

En cinquième lieu, nous devons nous attaquer avec détermination, au cours des années 90, à la question de la mise en valeur des ressources humaines d'une manière globale. Car, à l'origine du drame socio-économique de l'Afrique, il y a le facteur humain qui est la dialectique ultime par laquelle les populations sont nécessairement et immuablement les promoteurs des processus de changement et de transformation et les bénéficiaires des résultats de ces processus. Notre incapacité à réaliser des objectifs de développement à long terme a probablement eu l'incidence négative la plus dévastatrice sur le facteur humain - que ce soit dans le domaine de l'éducation et de la santé ou dans le domaine de l'emploi, de l'émancipation des peuples et de la répartition des revenus. La croissance de la population d'illettrés étant en Afrique plus rapide que l'accroissement démographique global (alors que celui-ci diminue dans d'autres régions), le savoir-faire scientifique et technique étant chroniquement insuffisant, la sous-utilisation des ressources humaines étant très importante, comment pouvons-nous espérer faire face aux défis qui nous attendent? L'Afrique doit par conséquent s'attaquer résolument à la question trop importante de la mise en valeur des ressources humaines, d'une manière globale - c'est-à-dire la formation de ressources humaines, leur utilisation rationnelle et optimale et la

création de conditions propices qui engendreront une forte participation et un engagement indéfectible de la population tout entière. Ce dont nous avons besoin c'est d'une nouvelle approche qui mettra en première ligne de nos efforts de développement le facteur humain; une approche qui palliera l'absence d'entités politiques viables et qui favorisera la naissance d'une culture démocratique dans le continent.

f) Faire de l'intégration régionale et sous-régionale une partie intégrante de la politique nationale

En sixième lieu, la coopération et l'intégration économiques entre pays africains doivent devenir partie intégrante de la politique nationale intérieure. Dans toute évaluation des perspectives existantes pour l'Afrique, on doit obligatoirement prendre en considération l'intégration économique régionale. Car dans aucun domaine - qu'il s'agisse de l'intériorisation du processus de développement ou des négociations commerciales internationales, de la politique en matière de dette ou de l'ajustement avec transformation - on ne peut enregistrer de progrès considérables sans une coopération entre pays africains. Dans un continent qui s'est affranchi de la dépendance coloniale dans un tel état de morcellement, rien ne garantira mieux que des efforts concertés la pleine mobilisation des immenses potentialités du continent en vue de l'intégration et de la coopération économiques. Ce que nous avons fait jusqu'à présent, c'est de créer les organisations intergouvernementales nécessaires et les instruments de coopération et d'intégration, il nous reste cependant à les rendre opérationnels afin qu'ils servent les fins qu'ils sont supposés servir.

Si, comme cela est de plus en plus évident, le monde futur sera dominé par les blocs commerciaux et les groupements économiques - comme en témoignent l'intégration de l'Europe dans le cadre d'un marché unique prévu pour 1992, la Zone de libre échange créée par les Etats-Unis et le Canada, l'Accord de libre échange australo-néo-zélandais et les efforts pour mettre en place une organisation similaire à l'OCDE en Asie - les véritables perdants dans les années 90 et au-delà seront les régions, en particulier l'Afrique, où le processus d'intégration économique n'a pas encore abouti. Alors que dans les autres continents, les liens économiques et commerciaux se raffermissent, l'Afrique ne peut se permettre de rester désunie. C'est pourquoi la proposition concernant la signature du traité portant création de la Communauté économique africaine à Abuja en 1991 vient à point nommé. Le temps ne travaille pas pour l'Afrique. Le reste du monde ne nous attendra pas,

ce qui est fort compréhensible. S'étant constituées en blocs économiques solides, les régions qui le composent auront probablement plus de facilité à coopérer les unes avec les autres qu'avec l'Afrique. L'Afrique est, pour l'instant, le seul continent à ne pas avoir de deuxième possibilité sur laquelle se rabattre et à ne pas avoir suffisamment de poids et de moyens pour être un partenaire égal dans la communauté internationale. Il incombe par conséquent aux Africains de trouver des moyens d'accélérer le processus d'intégration totale envisagé actuellement, s'ils veulent renforcer les liens qui les unissent et être en mesure de participer d'une manière plus fructueuse et en tant qu'interlocuteurs valables à l'économie internationale.

g) *Redéfinition de la culture, de la tradition et des valeurs africaines*

La septième question inscrite à notre programme est la nécessité impérieuse pour les peuples africains de redéfinir leur identité, leurs valeurs et leurs aspirations. En 30 ans d'indépendance, on n'a guère donné la possibilité aux normes culturelles, croyances et attitudes traditionnelles africaines de situer et de façonner le développement du continent. On s'est beaucoup plus intéressé à un "modernisme imitatif", par le biais duquel les valeurs, les institutions et les techniques des pays du Nord ont été calquées, qu'aux aspects positifs des valeurs et des cultures traditionnelles pouvant être mis valablement au service du développement.

Comme je l'ai dit en 1975, dans une conférence prononcée dans le cadre des "Tom Mboya Memorial Lectures", "tout au long des 100 dernières années, les cultures traditionnelles de l'Afrique - les arts, les us et coutumes et les croyances de centaines de groupes ethniques africains - ont rarement été jugées dignes de respect". La solidarité, l'esprit de coopération, l'attachement à un développement fondé sur l'auto-assistance, l'humanisme, la perception des êtres humains comme étant la finalité du développement ainsi que l'obligation qu'ont les chefs d'assurer que tout un chacun soit responsable de ses actes, toutes ces valeurs africaines sont tombées en désuétude et ont été oubliées. Comment séparer le bon grain de l'ivraie et une fois qu'on a fait le tri, comment tirer parti des aspects fonctionnels de nos cultures, valeurs et coutumes et les mettre au service du développement? C'est là un des plus grands défis auquel auront à faire face les économistes du développement en Afrique.

Si les peuples africains continuent de saper et de déformer leur identité, s'ils continuent de mettre au rancart leurs propres valeurs et de singer celles des autres, s'ils persistent à ne pas vouloir définir un avenir à leur image ou si, l'ayant défini, ils refusent de s'y lancer résolument et s'ils refusent de fonder leurs aspirations sur leurs propres moyens, la région aura beaucoup de mal à s'engager dans la voie d'un progrès authentique. Si nous ne parvenons pas à retrouver le courage - que nous avons apparemment perdu - de nous développer en faisant fond sur nos propres moyens comment pouvons-nous nous attendre à ce que les autres dépensent leurs énergies et leurs ressources pour nous aider à le faire? En tant que peuples, nous devons nous débarrasser de notre contagieuse léthargie, de notre monumental opportunisme, de notre fatalisme injustifié et, surtout, de notre syndrome de la dépendance.

h) Elimination des obstacles d'ordre infrastructurel au développement à long terme

L'une des conditions essentielles que l'Afrique doit remplir pour se remettre sur pied et jeter les bases de sa transformation économique consiste à faire face résolument aux nombreuses difficultés chroniques qui entravent le développement économique de la région. Il faudra s'attaquer d'urgence à des problèmes tels que l'insuffisance de l'infrastructure des transports, la faiblesse des efforts consacrés à la mise en valeur des ressources humaines, l'absence d'une gestion et d'une protection efficaces de l'environnement face à un déboisement et à une désertification rampants, les lacunes en matière de recherche agronomique et l'absence de progrès techniques décisifs en ce qui concerne des cultures vivrières africaines telles que le maïs, le millet, le sorgho, le manioc et l'igname. Car l'enjeu se ramène à la question de savoir si l'Afrique entrera dans le vingt et unième siècle et dans le prochain millénaire avec les structures fragiles qui sont actuellement les siennes, de plus en plus marginalisée et incapable d'entreprendre les véritables tâches du développement ou si au contraire elle ira vers le vingt et unième siècle et le prochain millénaire plus résolue que jamais à édifier des structures économiques qui lui permettront de concrétiser le formidable potentiel que constituent ses ressources naturelles et humaines ainsi que les avantages et les possibilités que celles-ci lui confèrent. D'où l'importance stratégique de ce point au programme de développement.

i) *Nécessité pour les pays africains d'éviter que se réalise le scénario de l'apocalypse*

Les pays africains doivent individuellement et collectivement faire un effort pour que le scénario de l'apocalypse ne se produise jamais, ne se réalise jamais. L'image généralement présentée est celle d'une Afrique qui restera à la périphérie de l'ordre socio-économique mondial. Déjà coupée des principaux circuits de l'économie mondiale à la suite d'un "détachement involontaire", l'Afrique va très probablement continuer de pâtir d'une baisse encore plus forte des cours des produits de base pendant les années 90; au mieux, on ne lui permettra que d'acquérir des industries polluantes. La dégradation de l'environnement s'accélérait, rendant totalement inhabitables de nombreuses parties de la région. Par ailleurs, du fait de sa nombreuse population en croissance rapide, il sera presque certain que la misère, la maladie, la malnutrition et l'ignorance deviendront le lot quotidien de l'Africain moyen ! Assurément, ce type de pronostic concernant l'Afrique dans notre "meilleur des mondes" va au-delà du simple "afro-pessimisme" lorsqu'on se remémore la prédiction, sauvage et effroyable, faite il y a quelque temps par le Comité d'aide au développement de l'OCDE selon laquelle en l'an 2000, l'Afrique ne serait pas dans le gouffre où elle se trouve maintenant mais plutôt au fond d'un profond trou noir. Toutefois, l'important pour nous c'est de ne pas permettre à cette prédiction de se réaliser et ce, non seulement par des mots, mais par des actes et par nos actions concertées.

Je ne doute pas que ce programme en neuf points ainsi que les quatre développements positifs que j'ai mentionnés au début de mon intervention peuvent, s'ils se sont pas perdus de vue, faire une différence notable pour l'Afrique, la propulser sur la voie du redressement socio-économique et lui permettre de jeter les bases de la transformation socio-économique. Nous pouvons même, avec audace, prédire que ces éléments ensemble entraîneront la deuxième libération de l'Afrique plus tôt qu'on ne le croit.

V. LA BATAILLE POUR LA DEUXIEME LIBERATION DE L'AFRIQUE DOIT ETRE GAGNEE AU COURS DE LA PRESENTE DECENNIE

J'ai dit il y a quelque temps que cette allocution serait la dernière que je prononce devant votre auguste assemblée en qualité de chef de

secrétariat de votre Commission. Pendant toute la période que j'ai occupé mes fonctions, vous et vos gouvernements respectifs m'avez traité avec le plus grand respect. Tous les gouvernements que vous représentez ont été courtois et m'ont accordé leur appui. Nous avons travaillé ensemble pendant ces 16 dernières années pour mettre la CEA en première ligne du combat pour l'émancipation et la transformation socio-économiques de l'Afrique. Nous avons été conséquents dans nos efforts acharnés, pour réaliser la deuxième libération de l'Afrique - la libération socio-économique du continent, la libération de ses millions d'habitants des affres de la faim, de la famine, de la maladie, de l'analphabétisme et du sous-développement. La tâche s'est révélée plus herculéenne et plus ardue que nous l'avions pensé mais nous sommes demeurés fermes et impavides. Ah! Si nous pouvions chanter : finita jam sunt praelia le combat est terminé, la bataille est finie! mais hélas! Sans doute nous pourrions un jour changer ce chant, mais ce jour n'est pas encore venu. Mais, comme l'a dit le poète William Blake, les grands desseins s'accomplissent quand les hommes rencontrent les montagnes; et non quand ils se bousculent dans la rue.

Ainsi donc, en disant adieu à la CEA et à l'ONU, je ne peux que dire vraiment Veni. Vidi. Servi. Je suis venu, j'ai vu et j'ai servi. Je pars tout en étant pleinement conscient que la lutte doit forcément continuer, que le combat pour le salut économique de l'Afrique doit se poursuivre jusqu'à ce que nous, puissions donner espoir au désespéré, aider le nécessiteux et faire de ce continent marginalisé et trop tourmenté en ridicule un continent de prospérité et d'opulence. Je vous passe une CEA qui, oeuvrant la main dans la main avec l'OUA, peut jouer un rôle de plus en plus important dans la réalisation de nos objectifs de développement à long terme. Et je vous demande, à chacun et à tous, de veiller, avec les ressources dont vous disposez, à ce que l'Afrique remporte le combat - contre la famine et la faim; contre l'analphabétisme et l'arriération et contre l'injustice et l'inégalité économiques.

Je voudrais vous assurer que bien que je quitte la CEA et l'ONU, ma détermination à poursuivre la lutte demeure aussi ferme que jamais. Par conséquent, tant que je vivrai, je resterai un combattant dans la lutte pour la deuxième libération de l'Afrique - l'émancipation socio-économique de notre continent - car c'est là le chemin de l'honneur, de la dignité, de l'espoir et de l'avenir pour nos populations, nos enfants et nos petits enfants.